



Communiqué
Administration Pénitentiaire

15 mars 2016



Mouvements dans les SPIP

Dans de très nombreux services pénitentiaires d'insertion et de probation sur tout le territoire, les personnels se réunissent en AG, se mobilisent et agissent !

Les raisons des colères

Initiés par les OS membres du CT SPIP, ces mouvements prennent en réalité leur source bien plus profondément que les revendications de l'intersyndicale nationale ne le laisse supposer.

Si, effectivement, les annonces de la précédente Garde des Sceaux en décembre 2015 ont fait superbement l'impasse sur l'insertion et la probation, c'est en réalité depuis toujours que les SPIP ne sont considérés – dans les faits – que comme la cinquième roue du carrosse de l'administration pénitentiaire. Et ceci, quelques soient les politiques menées par les différents gouvernements, quelques soient les grandes déclarations d'intention des hauts fonctionnaires qui se succèdent à sa tête de la AP et enfin quelques soient les espoirs placés dans le "dialogue social" par les OS dites "réformatrices".

Méprisés, niés dans leurs spécificités et leurs technicités, oubliés des mesures indemnitaires et catégorielles*, **c'est bien l'ensemble des personnels affectés et travaillant dans les SPIP qui entre et doit entrer en lutte aujourd'hui.**

D'ailleurs si ce mouvement tend à prendre une certaine ampleur – encore relative dans un contexte national et interprofessionnel pourtant favorable à l'émergence de mouvements de contestation – c'est bien parce que le malaise est profondément ancré et les agents ulcérés par les manières peu amènes de leur administration.

C'est pourquoi, Solidaires Justice invite **tous les personnels**, quelque soit leur grade, leur corps ou leur catégorie, à prendre part à ce mouvement, solliciter des AG et entrer en action afin de faire entendre leur voix. Là où nous sommes présents, élus ou militants, nous agissons pour élargir le socle revendicatif, afin que l'ensemble des agents qui participent à l'insertion et à la probation soient entendus et enfin considérés.

Nous appelons à **la convergence des luttes** pour faire entendre nos revendications, au-delà des clivages corporatistes et catégoriels qui, le plus souvent, ne font que permettre à l'administration de jouer la carte de la division et des arrangements à la petite semaine.

Il n'y a que par l'action qu'on obtient de nouveaux droits

On lâche rien !

* mesures catégorielles que nous n'appelons toutefois pas de nos vœux puisque pour Solidaires Justice c'est le salaire indiciaire de l'ensemble des agents de la fonction publique qui doit faire l'objet d'une revalorisation massive afin de compenser les pertes de niveaux de vie depuis 2000 : -18 % de pouvoir d'achat !

